

Accord national professionnel

SALAIRES DU DOUBLAGE

(3 août 2006)

(Etendu par arrêté du 18 octobre 2006,
Journal officiel du 29 octobre 2006)

AVENANT N° 2 DU 2 AVRIL 2009

RELATIF AUX SALAIRES DU DOUBLAGE

NOR : ASET0950583M

Cet avenant concerne l'accord national professionnel de salaires du doublage du 3 août 2006. Il annule et remplace le titre IV de l'accord sur les conditions de rémunération des prestations lyriques. Il insère un nouveau titre ainsi rédigé.

« TITRE IV

SALAIRES DES CHANTEURS DU DOUBLAGE

Est considéré comme chanteur tout artiste interprétant un rôle (ou une séquence de rôle) chanté dans un doublage.

L'ensemble des cachets définis dans l'accord est indiqué pour une séance de doublage. La séance est d'une durée indivisible de 3 heures, pause de 20 minutes incluse. A l'intérieur d'une séance, le chanteur peut réaliser une chanson de générique et/ou plusieurs chansons issues d'un même programme, quelles que soient leurs durées, à la condition que l'enregistrement ne dépasse pas la durée maximale de la séance.

L'ensemble des cachets s'entend hors paiement des droits voisins.

Les cachets indiqués sont des minima conventionnels. Ceux-ci peuvent faire l'objet de négociation à la hausse entre employeurs et artistes dans les cas, notamment, d'une interprétation particulièrement difficile ou délicate.

A. – Œuvre en exploitation cinématographique

Par œuvre en exploitation cinématographique, on entend toute œuvre destinée à être exploitée en salle de cinéma sur le marché français. Cette exploitation doit être le mode premier et principal de diffusion de l'œuvre.

1. Cas général

Le cachet pour une séance est de 583,68 € bruts hors droits.

2. Cas particulier

En dérogation au point 1, les parties à l'accord conviennent des cas particuliers suivants :

- dans le cas d'une chanson unique dont la durée est comprise entre 20 et 60 secondes, le cachet par séance est porté à 478,62 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson n'est pas interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans l'œuvre, le cachet par séance est de 408,56 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson est interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans l'œuvre, le cachet par séance est de 291,84 € bruts hors droits.

B. – Doublage synchrone non cinématographique

Cette catégorie regroupe les salaires applicables pour tout doublage synchrone d'un programme non cinématographique. Est particulièrement visé par cette définition le doublage de programme de fiction, unitaire ou série, de télévision. Cette exploitation doit être le mode premier et principal de diffusion du programme.

1. Cas général

Le cachet pour une séance est de 456 € bruts hors droits.

2. Cas particulier

En dérogation au point 1, les parties à l'accord conviennent des cas particuliers suivants :

- si le chanteur effectue au moins 5 séances pour le même programme au minimum conventionnel pour un même mois, le cachet applicable par séance est de 373,92 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson unique dont la durée est comprise entre 20 et 60 secondes, le cachet par séance est porté à 373,92 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson n'est pas interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans le programme, le cachet par séance est de 319,20 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson est interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans le programme, le cachet par séance est de 228 € bruts hors droits.

C. – Programme en exploitation vidéo

L'exploitation vidéo s'entend comme le mode de diffusion d'un programme par le biais de l'édition de DVD ou de tout autre support matérialisé devant s'y substituer. Cette exploitation doit être le mode premier et principal de diffusion du programme.

1. Cas général

Le cachet pour une séance est de 519,84 € bruts hors droits.

2. Cas particulier

En dérogation au point 1, les parties à l'accord conviennent des cas particuliers suivants :

- si le chanteur effectue au moins 5 séances pour le même programme au minimum conventionnel pour un même mois, le cachet applicable par séance est de 426,27 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson unique dont la durée est comprise entre 20 et 60 secondes, le cachet par séance est porté à 426,27 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson n'est pas interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans le programme, le cachet par séance est de 363,88 € bruts hors droits ;
- dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson est interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans le programme, le cachet par séance est de 259,92 € bruts hors droits.

D. – Réalisation de plusieurs séances dans une même journée

En cas de réalisation dans une même journée de plusieurs séances consécutives, un abattement de 15 % sur l'ensemble des cachets.

La réalisation de plusieurs séances dans une même journée ne peut entraîner un dépassement des durées maximales quotidiennes de travail.

E. – Clause de sauvegarde

En tout état de cause, les parties signataires de l'accord conviennent que cet avenant doit permettre la relocalisation sur le territoire français d'une partie des doublages chantés. En tout état de cause, un bilan de l'application de cet accord sera fait au 1^{er} janvier 2010. Les signataires se réservent le droit, en cas d'échec manifeste de l'accord, de le dénoncer. »

Les autres dispositions de l'accord national de salaire du 3 août 2006 restent inchangées.

Fait à Paris, le 2 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FICAM.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

CGT ;

SIA UNSA.